TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

# La situation économique et financière de l'Autriche en avril 2016

## *Secousses*

*Le premier tour des élections présidentielles le 24 avril dernier a vu les deux candidats proposés par les partis de la coalition gouvernementale être brutalement éliminés avec environ 11 % des voix chacun. Le second tour verra s'affronter le candidat du parti populiste FPÖ et l'ancien président du parti écologique le 22 mai prochain. Outre la crise des réfugiés, le ressenti économique a joué un rôle important dans ces résultats en lien avec l'augmentation régulière du chômage qui tangente le niveau de 6 % (statistique Eurostat) en mars. Selon la comptabilisation autrichienne, ce taux a franchi le seuil psychologique de 10 %. C'est dans ce contexte que le ministre des Finances a présenté en début de semaine le cadre financier pluriannuel 2017-2020 qui doit maintenant être discuté au Parlement. Il s'agit d'un exercice national différent du plan de stabilité budgétaire prévu par la réglementation européenne et qui a pour objectif essentiel de fixer les enveloppes de dépenses des ministères pour les quatre prochaines années. Il prévoit un retour à l'équilibre structurel des finances publiques en 2018 après deux années de dégradation relative avec -0,9 % du PIB (en prenant en compte les dépenses liées aux réfugiés) en 2016 et -1 % en 2017. Le déficit nominal atteindrait -1,6 % cette année pour se réduire sur la période et se limiter à 0,4 % en 2020. L'endettement public, qui se montera à 84,3 % du PIB en 2016, devrait reculer à 76,6 % en fin de période. Les dépenses du budget fédéral, qui sont chiffrées à 78,1 Mrd EUR en 2016, dépasseront 83 Mrd EUR en 2020, en raison notamment de l'augmentation des dépenses pour l'emploi et la sécurité intérieure, en lien avec la crise des réfugiés.*

*L'autorité de résolution bancaire autrichienne (FMA, Finanzmarktaufsicht) a pris dimanche 10 avril sa décision relative à la décote des créances obligataires de l'ancienne banque Hypo Alpe Adria. Cette décote atteint 100 % des titres subordonnés et 53,98 % des titres de dette senior. Les garanties du Land de Carinthie sont juridiquement inchangées mais le Land pourrait être appelé à hauteur de la décote par les créanciers, ce qui représente un montant supérieur à 6 Mrd EUR. Klagenfurt conteste le caractère automatique de l'appel en garantie et un très long contentieux est en train de se nouer. Les créanciers disposent par ailleurs jusqu'au 10 juillet pour faire valoir leurs arguments auprès de la FMA qui prendra ensuite une décision définitive.*

**Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous** www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche